

Le point de l'actualité de la semaine : 038/2023 :

**Par André Dulou 156^{ème} SR, responsable de la revue de presse
Défense de l'UNION-IHEDN**

A la une aujourd'hui :

Le siège des Nations unies à New York, un lieu «espionné par tous les pays» (RFI, Anne Bernas)

Les chefs d'État du monde entier se succèdent à la tribune des Nations unies à New York, depuis ce 19 septembre, pour la 78^e Assemblée générale de l'organisation. La Maison de verre est le lieu de toutes les attentions, mais aussi de toutes les suspicions. Il faut dire que de nombreuses histoires se racontent sur cet endroit stratégique à plus d'un titre.

Des hélicoptères qui font du rase-motte, voire circulent à mi-hauteur des buildings, des bateaux des garde-côtes qui longent l'East River, des milliers de policiers du NYPD mais aussi des soldats du United States Marshals Service (USMS), des snipers sur les toits, des hommes du renseignement américain, des dizaines de rues autour de la First Avenue bloquées... le quartier général des Nations unies ne pourrait être mieux protégé en ces temps d'Assemblée générale annuelle. Protégé contre d'éventuelles attaques terroristes ou des manifestations d'ampleur. Peut-être moins contre l'espionnage...

Depuis le début de la construction de la Maison de verre, il y a tout juste 70 ans (le bâtiment est inauguré en 1951) sur un site jusqu'alors formé d'abattoirs, d'installations industrielles et de docks, les fantasmes les plus fous circulent sur ce sujet au sein du gigantesque complexe de Turtle Bay, à Manhattan. Comment ne pas y penser lorsque l'on sait que les chefs d'État de la planète s'y retrouvent pour décider de la marche du monde. Certains racontent que des micros auraient été placés dans les murs dès sa construction, que des bruits étranges surgissent dans les téléphones de journalistes et de diplomates lorsqu'ils sont en conversation et qu'il est préférable, pour ne pas être espionné, de parler face-à-face ou à l'extérieur des trois principaux bâtiments : le secrétariat (une tour de 39 étages), l'Assemblée générale et la bibliothèque Dag-Hammarskjöld.

Bien que l'ONU affirme que les activités d'espionnage en son sein sont illégales en vertu d'un certain nombre de traités internationaux, dont la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations unies, l'accord de 1947 entre les Nations unies et les États-Unis, ou encore la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques, une chose est sûre : le lieu est régulièrement décrit par les diplomates qui le côtoient comme un « *nid d'espions* », selon l'expression du transfuge russe Sergei Tretyakov.

<https://www.rfi.fr/fr/monde/20230923-le-si%C3%A8ge-des-nations-unies-%C3%A0-new-york-un-lieu-espionn%C3%A9-par-tous-les-pays>

-0-

Les actualités de défense, avec cet article, qui appelle au recrutement au sein de la DGSE :

La DGSE recrute 800 personnels en 2023 (Lignes de défense, Philippe Chapleau)

Lu dans l'EDS (*édition du soir*, d'*Ouest-France*) cet article d'Arnaud Le Gall sur la Direction générale des renseignements extérieurs et son recrutement:

La Direction générale des renseignements extérieurs, la DGSE, recrute 800 personnels en 2023. Pour séduire les meilleurs profils, elle n'hésite pas à convoquer les images les plus cinématographiques. Voici les missions qu'elle propose... si vous les acceptez.

« Restez discret sur votre candidature. » C'est par cette formule que s'achèvent toutes les offres d'emploi sur les plateformes de recrutement. Discrète, ce n'est pourtant pas vraiment l'attitude de la Direction générale des renseignements extérieurs (DGSE), sur les plateformes en ligne telles que LinkedIn, Welcome to the jungle et autres JobTeaser. Le service secret, présent aussi dans les salons spécialisés, veut se renforcer et le fait savoir. « On peut dire que nous sommes agressifs. Nous voulons recruter les meilleurs et nous sommes dans un univers extrêmement concurrentiel », pose le directeur de l'administration, responsable des services ressources humaines, formation, finances, logistique et immobilier, qui répond à l'édition du soir.

Pour piquer la curiosité, l'institution puise dans l'imaginaire de l'espion. Ses annonces sont accompagnées de hashtags évocateurs comme « entrez dans votre légende », référence aux fausses identités empruntées par les officiers traitants. Un lexique popularisé par la série TV *Le Bureau des légendes*.

Les rangs doivent grossir de 700 agents. Cependant, la DGSE ne cherche pas seulement des agents de terrain. Elle recrute tous azimuts. « Nous avons 248 métiers. Nous cherchons des géo-analystes comme des ingénieurs », détaille la direction. Les métiers du cyber sont en pleine expansion.

<https://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2023/09/22/la-dgse-24124.html>

Le général Schill s'interroge : « Sommes nous collectivement prêts » à supporter le coût d'une guerre? (OPEX 360, Laurent Lagneau)

« Paix impossible, guerre improbable », avait prophétisé Raymond Aron, en 1947 au sujet de la « Guerre froide ». Et, effectivement, « l'équilibre de la terreur » réduisit la probabilité d'un conflit ouvert entre l'Otan et le Pacte de Varsovie, en raison de la taille de leurs arsenaux nucléaires respectifs.

Puis, la chute du Mur de Berlin et la disparition de l'Union soviétique ouvrirent une ère nouvelle, au point que certains estimèrent que le temps était venu de récolter les « dividendes de la paix ». Mais c'était sans doute aller trop vite en besogne, comme le montrèrent par la suite les interventions militaires menées en ex-Yougoslavie [Bosnie, Kosovo], en Afrique ou encore en Irak et en Afghanistan.

Cela étant, le spectre d'une guerre entre adversaires à parité s'était éloigné... Mais pas pour longtemps, puisqu'il est de retour depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Et, désormais, la question qui se pose est de savoir si les sociétés occidentales sont prêtes à affronter cette réalité.

Un article [\[.pdf\]](#) récemment publié par l'US Army War College en doute... notamment en raison des difficultés que rencontre l'armée américaine pour recruter. « Chaque soldat que nous ne recrutons pas aujourd'hui est un atout de mobilisation que nous n'aurons pas en 2031 », avance-t-il. D'autant plus que, au regard des pertes subies par les belligérants en Ukraine, elle pourrait perdre jusqu'à 3600 hommes [tués ou blessés] par jour dans un engagement ayant le même niveau d'intensité. D'où les interrogations sur sa capacité à se régénérer...

« Le concept d'une force composée exclusivement de volontaires [...] ne correspond pas à l'environnement opérationnel actuel. [...] Les besoins en troupes pour les opérations de combat à grande échelle pourraient bien nécessiter [...] une évolution vers une conscription partielle », explique cet article... qui a été repris par le général Pierre Schill, le chef d'état-major de l'armée de Terre [CEMAT], sur LinkedIn.

<https://www.opex360.com/2023/09/24/le-general-schill-sinterroge-sommes-nous-collectivement-prets-a-supporter-le-cout-dune-guerre/>

Relancer le programme MGCS, « une priorité absolue » pour Paris et Berlin (HOME FOB, Nathan Gain)

« Au fond, les choses avancent bien » pour le programme de char franco-allemand MGCS. Ce jeudi dans l'Essonne, le ministre des Armées Sébastien Lecornu et son homologue allemand, Boris Pistorius, ont acté la convergence des besoins des deux armées, détaillé la feuille de route et réaffirmé leur volonté de franchir le prochain jalon majeur dans les prochains mois.

« Une priorité absolue »

Les quelques derniers vents contraires n'auront pas entamé la détermination affichée début juillet à Berlin. Comme annoncé alors, la base aérienne 105 d'Évreux, siège de l'escadron franco-allemand d'avions C-130J, aura servi de cadre pour officialiser la reprise en main du programme MGCS par le politique.

Après avoir progressé sur l'équivalent aérien, le programme SCAF, et sanctuarisé des crédits via une nouvelle loi de programmation militaire, « c'est l'automne-hiver du MGCS. Nous avons donné mandat à nos équipes d'en faire une priorité absolue », indiquait Sébastien Lecornu. Si « ce sont les États qui pilotent », rappelait-il, toute progression dépendait d'un nécessaire alignement des besoins opérationnels.

C'était tout l'enjeu d'un « High Level Common Operational Requirements Document » (HLCORD) échafaudé durant l'été et signé ce jeudi par le chef d'état-major de l'armée de Terre, le général Pierre Schill, et son homologue allemand, le général Alfons Mais. Doté d'une vertu stratégique, ce document préfigure ce que sera le futur cahier des charges soumis au trio industriel chargé de la maîtrise d'oeuvre, Rheinmetall et les branches française et allemande de KNDS.

Les besoins maintenant clarifiés, reste à les traduire en autant de « piliers thématiques », ces fameux « main technological demonstrators » (MTD) appelés à être répartis à parts égales entre industriels français et allemands. Pour les deux ministères, l'enjeu immédiat sera de parvenir à définir le contenu et le meneur de chaque pilier d'ici à décembre.

<https://www.forcesoperations.com/relancer-le-programme-mgcs-une-priorite-absolue-pour-paris-et-berlin/>

Les relations internationales :

Visite d'État du roi Charles : un an après le début de son règne, qu'est-ce qui a changé avec le nouveau monarque ? (Thez Conversation, Craig Prescott)

La visite d'État en France de trois jours du roi Charles III, un an après le début de son règne, marque le retour de la dimension internationale de la monarchie britannique. Ce voyage, ainsi que sa visite d'État en Allemagne au début de l'année, sont les premiers d'une série qui devrait être longue.

Après une visite d'État en Allemagne et une visite à Malte en 2015, Élisabeth II avait cessé de voyager à l'étranger, réduisant ainsi l'une des fonctions clé de la monarchie,

qui consiste à représenter le Royaume-Uni à l'international sous le sceau de la « soft power ». Bien que d'autres membres de la famille royale, dont Charles quand il était toujours prince de Galles, aient effectué des visites officielles à l'étranger, celles-ci n'ont pas eu l'ampleur et le faste d'une visite d'État officielle, qui comprend souvent de nombreuses cérémonies, un banquet d'État complet et un discours devant le parlement du pays d'accueil.

Evolution

La visite d'État en France est également le signe d'une évolution vers une monarchie dont le rôle est plus fortement défini. Elle a été organisée sur les conseils du gouvernement, très certainement pour envoyer un message clair : bien que le Royaume-Uni ait quitté l'UE, il se considère toujours comme faisant partie de l'Europe – un point qui est devenu d'autant plus important depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. C'est précisément le genre de messages qui bénéficient d'un large soutien au Royaume-Uni et que la monarchie est bien placée pour projeter.

<https://theconversation.com/visite-detat-du-roi-charles-un-an-apres-le-debut-de-son-regne-quest-ce-qui-a-change-avec-le-nouveau-monarque-214090>

La question sikhe place l'Inde et le Canada au bord de la rupture (Asialyst, Olivier Da Lage)

Jusqu'où ira la crise diplomatique entre Ottawa et New Delhi ? À l'origine, l'assassinat en juin dernier près de Vancouver d'Hardeep Singh Nijjar, un ressortissant canadien d'origine indienne. Le Premier ministre Justin Trudeau soupçonne une implication d'agents indiens. Rejetant en bloc ces accusations, le gouvernement de Narendra Modi considérait Nijjar comme un terroriste militant du séparatisme sikh.

C'est une véritable bombe qu'a lâchée ce lundi 18 septembre Justin Trudeau sur la colline parlementaire d'Ottawa. Devant la Chambre des Communes, le Premier ministre canadien a déclaré que les services de renseignement enquêtaient sur des allégations « *crédibles* » selon lesquelles « *un lien possible* » existe entre des agents du gouvernement indien et le meurtre en juin dernier de Hardeep Singh Nijjar, un citoyen canadien, près de Vancouver, dans la province de Colombie-Britannique. Aussitôt, les principaux dirigeants de l'opposition canadienne ont exprimé leur indignation et se sont déclarés solidaires du gouvernement dans la recherche de la vérité sur cet assassinat.

Nijjar était certes canadien, mais il était aussi un militant sikh à la pointe du combat pour le Khalistan, un État séparatiste sikh que certains activistes veulent créer depuis les années 1980, accompagnant souvent cette revendication d'actes de violence. Pour les autorités de New Delhi, qui dénoncent de longue date la complaisance dont fait preuve, selon elles, le gouvernement d'Ottawa à l'égard des menées séparatistes sikhs, Hardeep Singh Nijjar n'était rien d'autre qu'un terroriste à l'encontre duquel l'Inde avait fait émettre par Interpol une « notice rouge ». La NIA (National Investigation Agency indienne) avait publié en juillet 2022 son adresse personnelle à Surrey (Colombie-Britannique) et mis sa tête à prix pour un million de roupies (un peu plus de 11 000 d'euros).

Dans la foulée de cette déclaration de Trudeau, la porte-parole du ministère canadien des Affaires étrangères annonçait l'expulsion d'un diplomate indien, présenté comme le responsable à l'ambassade du RAW (Research and Analysis Wing), les services secrets indiens. Sans tarder, New Delhi a rejeté ces accusations comme « *absurdes et motivées* » – sous-entendu : par des considérations électorales – et, à son tour, a déclaré *persona non grata* un diplomate représentant en Inde les services de

renseignement canadiens. L'escalade s'est poursuivie avec la publication par le ministère canadien des Affaires étrangères d'un « *conseil aux voyageurs* » mettant en garde ses ressortissants se trouvant en Inde, auquel le ministère indien des Relations extérieures a répondu du tac au tac, appelant à la prudence ses nationaux au Canada face aux « *discours de haine tolérés par les politiques* ».

<https://asialyst.com/fr/2023/09/21/question-sikhe-place-inde-canada-bord-rupture/>

Pologne : le parti au pouvoir mène une campagne « aux dépens de l'Ukraine », selon un haut responsable allemand (Euractiv, Aleksandra Krzysztozek et Nick Alipour)

Alors que les tensions entre l'Allemagne et le gouvernement nationaliste polonais continuent de croître, un responsable politique de haut rang de la coalition allemande a blâmé Varsovie jeudi pour ce qu'il a appelé un plan « *honteux* » visant à mettre fin aux livraisons d'armes à l'Ukraine, l'attribuant aux ambitions électorales du parti au pouvoir en Pologne, Droit et Justice (PiS).

Entre-temps, la Lituanie a décidé d'intervenir en tant que médiateur pour mettre fin à la querelle diplomatique, qui menace de détruire l'unité de l'Europe face à l'agression de la Russie.

Le Premier ministre Mateusz Morawiecki, du parti nationaliste Droit et Justice (PiS/Conservateurs et Réformistes européens), [a déclaré](#) mercredi (20 septembre) à *Polsat News* que son pays ne livrerait pas de nouvelles armes à l'Ukraine en raison d'un différend sur les itinéraires d'exportation de céréales.

Un porte-parole a précisé par la suite que la Pologne maintiendrait ses engagements de livraison antérieurs.

Plusieurs membres du parti au pouvoir, Droit et Justice (PiS), reprochent à Kiev de se ranger du côté de l'Allemagne et d'oublier que la Pologne a aidé l'Ukraine dès les premiers jours de la guerre contre la Russie.

De son côté, l'opposition accuse le PiS d'être incapable de négocier avec l'UE et l'Ukraine.

La décision de la Pologne de maintenir l'interdiction des importations de céréales ukrainiennes a suscité des protestations en Ukraine. Le gouvernement a assigné Varsovie devant l'OMC et le président Volodymyr Zelensky a accusé « *certain pays* », sans citer la Pologne, de « *créer un scandale* » à propos des importations de céréales et de servir ainsi Moscou.

<https://www.euractiv.fr/section/elections/news/pologne-le-parti-au-pouvoir-mene-une-campagne-aux-dépens-de-lukraine-selon-un-haut-responsable-allemand/>

Sur le plan de l'économie, cet article relatif à l'accord d'exportation des céréales ukrainiennes :

Accord céréalier : retour d'un activisme diplomatique et nouveaux défis européens ? (IRIS, le point de vue de Sébastien Abis)

La relance de l'accord d'exportation sur les céréales ukrainiennes était l'un des objectifs principaux de la rencontre entre le président turc et le président russe ce 4 septembre. Dans quel contexte s'inscrit la reprise des négociations, alors même que les accords n'avaient pas été reconduits par la Russie à leur arrivée à terme le 22 juillet 2023 ?

Depuis février 2022, seule la Turquie parle autant à la Russie qu'à l'Ukraine. À cela s'ajoute la géographie, ce pays étant l'un des 7 riverains de la mer Noire. Ankara a donc joué un rôle clef dans la discussion sur l'établissement d'un corridor maritime céréalière depuis l'Ukraine qui fut menée de concert avec le Secrétaire général de l'ONU. Entré en vigueur en août 2022, ce dispositif, qui reste à ce stade le seul accord liant les parties russes et ukrainiennes depuis l'intensification du conflit, aura permis de sortir une partie importante de la récolte céréalière 2021 de l'Ukraine, puis celle de 2022, quand bien même les récoltes ont subi une chute de 50% dans ce qui constitue l'un des greniers du monde. Il convient de rappeler que l'Ukraine, en 2021, réalisait 5% des exportations agricoles mondiales, 10% si l'on ne prend que les céréales, avec principalement du maïs, mais aussi du blé et de l'orge. Or de février à juillet 2022, le pays n'a pas pu exporter, les accès à la mer étant entravés à la fois par les mines positionnées au large du littoral par Kiyv et par le blocus des forces navales russes. L'accord céréalière sous l'égide de la Turquie et de l'ONU a permis à partir d'août 2022 de charger des grains dans le complexe agroportuaire de ce que l'on appelle « Big Odessa ». Constitué de trois sites (Odessa, Pivdennyi et Chornomorsk), c'est traditionnellement l'un des principaux atouts logistiques pour l'Ukraine et son commerce extérieur. Ce sont 33 millions de tonnes de céréales qui ont pu y être embarquées et déplacées entre août 2022 et juillet 2023. Le maïs représente la moitié de ce volume et le blé un quart. La Chine a polarisé 25% de ces flux, suivie par l'Espagne et la Turquie, clients habituels de l'Ukraine. Il faut ici rappeler que la puissance agro-industrielle turque s'approvisionne en blé du nord de la mer Noire pour fabriquer sa farine et ses pâtes, deux produits stratégiques qu'Ankara exporte ensuite vers le Moyen-Orient et l'Afrique. La Turquie est le premier pays acheteur de blé russe. Autre élément à prendre en compte dans l'implication du président Recep Tayyip Erdoğan sur ce dossier du corridor maritime céréalière en mer Noire. N'oublions évidemment pas le contrôle des détroits, Bosphore et Dardanelles, qui confère à la Turquie une responsabilité particulière dans la circulation entre la mer Noire et la mer Méditerranée.

<https://www.iris-france.org/178226-retour-dun-activisme-diplomatique-et-nouveaux-defis-europeens/>

Faux documents, formulaires falsifiés, vols et pertes de pièces pendant le transport : le monde du MRO n'échappe pas aux malfaisants (Air et Cosmos, la rédaction)

L'affaire des faux certificats de navigabilité qui affecte actuellement le moteur CFM56 ne doit pas masquer une longue liste de cas de documents falsifiés, de vols et de pièces "perdus" pendant leur transport. La lecture du site de l'AESA est d'ailleurs édifiante

CFM56 : falsification à grande échelle

Au fur et à mesure que les jours passent, l'affaire des certificats falsifiés d'autorisation de mise en service de pièces de moteurs CFM56 continue de prendre de l'ampleur. Début septembre, CFM International, la joint-venture de GE Aerospace et Safran Aircraft Engines, avait mis à jour 72 documents falsifiés couvrant 50 références de pièces. Depuis, ces chiffres se sont arrondis et une centaine de CFM56 en Europe et aux Etats-Unis sont concernés tandis que cette pratique de faux certificats de navigabilité s'est étendue au moteur GE Aerospace CF6, selon le dernier bulletin d'alerte de la FAA.

Faux documents, formulaires falsifiés, vols ou "pertes" de pièces détachées
Si le CFM56 occupe tous les esprits en raison de l'importance des falsifications réalisées, le monde de la MRO n'échappe pas à la petite et grande criminalité qui ne se limite pas aux vols de câbles électriques, de batteries de camions ou de tracteurs, de métaux en tous genres,.... Il suffit d'aller sur le site de l'EASA ou AESA pour Agence européenne de la sécurité aérienne pour se rendre compte que les affaires de faux documents, de vols et de "pertes" de pièces détachées pendant le transport sont, sans être quotidiennes, pratique courante. A l'instar de cette autre affaire qui occupe l'AESA depuis le début 2023 : les 28 capteurs de pression de pneus pour train d'atterrissage pour Airbus A310 et A320 qui ont été perdus pendant leur transport entre le site de production et la ligne d'assemblage.

<https://air-cosmos.com/article/faux-documents-formulaires-falsifies-vols-et-pertes-de-pieces-pendant-le-transport-le-monde-du-mro-n-echappe-pas-aux-malfaisants-66302>

L'impact de l'IA sur les opérations de vente est incontestable (Economie matin, Laurent Bouteiller)

L'intégration de l'intelligence artificielle (IA) au sein des équipes de vente offre un potentiel révolutionnaire pour l'amélioration de l'efficacité, de la personnalisation et de la prise de décision. Deux approches distinctes se dégagent, chacune apportant sa contribution unique : l'IA générative et l'IA analytique. Alors que nous plongeons dans cette nouvelle ère de la vente assistée par l'IA, il est crucial d'explorer les différentes facettes de ces technologies pour exploiter tout leur potentiel.

Créativité au service de la personnalisation

L'IA générative incarne l'essence de la personnalisation à grande échelle. En analysant rapidement les opinions et les réactions des clients à travers des sources diverses telles que les médias sociaux, elle identifie des opportunités et des préoccupations, donnant aux équipes de vente la possibilité de s'engager de manière significative. Cette innovation ouvre la voie à des interactions plus pertinentes et à des messages parfaitement adaptés, renforçant ainsi les relations et accélérant le processus de conversion.

Imaginez pouvoir anticiper les besoins des clients grâce à des insights en temps réel générés par l'IA générative. Cette capacité permet aux vendeurs d'offrir une expérience client sur mesure, établissant un lien émotionnel qui dépasse les transactions commerciales classiques.

<https://www.economiamatin.fr/ia-intelligence-artificielle-impact-ventes-commerce-bouteiller>

Lire avec intérêt cet article concernant la sécurité intérieure :

Coupe du Monde de rugby : les gendarmes en première ligne face à la menace venue du ciel (Gendinfo, Hélène Thin)

Le drone, aéronef télépiloté, a connu ces dernières années un essor sans précédent. Face à la menace que représente cet engin ultrarapide, mobile et précis, des dispositifs de lutte anti-drone sont déployés tout au long de la Coupe du Monde de rugby sur les sites dits sensibles. Rencontre avec l'une des unités de gendarmerie spécialisées dans la lutte anti-drone, positionnée au Touquet-Paris-Plage, camp de base de l'équipe d'Angleterre.

Vendredi 1er septembre, aux alentours de 14 heures, sur la commune du Touquet-Paris-Plage. Aux abords du stade Gérard Houllier, où doit se tenir dans l'après-midi l'entraînement public de l'équipe de rugby d'Angleterre, le dispositif de sécurité est en

place. À une heure de l'ouverture des grilles au public, chacun est concentré. En haut des gradins surplombant les cours du tennis club jouxtant le stade, un gendarme scrute l'horizon. L'adjudant Alexandre, commandant de la Brigade de proximité (B.P.) de Beaumetz-les-Loges, dans le Pas-de-Calais, a été mobilisé pour l'événement. Tireur de lutte anti-drone depuis mai 2022, il a pour mission de neutraliser tout drone commercial ou de loisir survolant la zone entraînement, laquelle fait l'objet d'une interdiction de vol.

À quelques centaines de mètres, positionnés sur le toit du lycée hôtelier du Touquet, deux hommes complètent ce dispositif. Le major de réserve Philippe, affecté à la Compagnie de réserve territoriale (CRT) d'Arras, détaché pour emploi à la Section opérationnelle de lutte contre les cybermenaces (SOLC) du Groupement de gendarmerie départementale (GGD) du Pas-de-Calais, coordonne l'unité. Spécialisé dans la lutte anti-drone, il est l'observateur, chargé de la détection visuelle et électronique des drones. À ses côtés, se trouve le Gendarme adjoint volontaire (GAV) Victor, du Peloton de surveillance et d'intervention de gendarmerie (PSIG) d'Arras. Les trois militaires se connaissent depuis quelques heures seulement. Sur leurs épaules repose la sécurisation du ciel au-dessus du stade et de ses environs durant l'entraînement. Car celui-ci se déroule dans des circonstances exceptionnelles, en présence d'un millier de supporters massés dans les gradins, venus assister au spectacle et encourager les joueurs, à sept jours du coup d'envoi de la compétition. Également présentes sur les lieux ce jour-là, à l'instar de l'unité de déminage de la Sécurité civile, d'autres forces de sécurité intérieure parachèvent le dispositif. Complémentaires, toutes sont coordonnées par une seule et unique personne : le Team security liaison officer (TSLO) placé auprès de l'équipe d'Angleterre.

<https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/gendinfo/sur-le-terrain/immersion/2023/coupe-du-monde-de-rugby-les-gendarmes-en-premiere-ligne-face-a-la-menace-venue-du-ciel>

Et ces articles de fond et d'actualité

Comment se conduisent les négociations diplomatiques internationales ? Entretien avec R. Delcorde (Diploweb, Pierre VERLUISE, Raoul DELCORDE)

Pierre Verluise (P. V.) : Qu'est qu'une négociation diplomatique internationale sous un angle théorique ?

Raoul Delcorde (R. D.) : La négociation est un processus. La planification et la négociation du processus sont aussi importantes pour le résultat d'une négociation que la négociation des questions de fond elles-mêmes. Selon plusieurs auteurs, la négociation passe par trois phases : une phase de diagnostic, une phase de formulation et une phase de détails.

Selon cette théorie, la phase de diagnostic décrit la série d'événements et de comportements qui ont lieu avant le début des négociations proprement dites. Au cours de cette phase, les parties vérifient l'opportunité des négociations, tentent de signaler leur volonté de négocier avec l'autre partie et testent la volonté de l'autre partie de s'engager dans d'éventuelles négociations et la sincérité de son engagement.

Dans la phase de formulation, les parties recherchent un cadre ou un ensemble de principes mutuellement acceptés sur lesquels fonder un accord potentiel. Les chances de trouver une formule efficace augmentent si les parties partagent ouvertement les

informations, tiennent compte du point de vue de l'autre partie et s'efforcent de s'appuyer sur des principes communs.

Enfin, dans la phase de détails, les parties passent des grands principes à l'élaboration des détails d'un accord.

Les parties doivent donc prendre le temps de réfléchir à des questions telles que : qui va négocier ? quelles questions seront discutées ? comment seront-elles discutées ? quels devraient être l'ordre des questions ? Comment les engagements seront-ils discutés ? Prendre le temps de négocier le processus avant de plonger dans les pourparlers est bénéfique pour toutes les parties concernées. En fin de compte, la négociation est un processus qui peut être abordé de nombreuses façons. Quelle que soit la stratégie que l'on choisit, le succès réside dans la qualité de la préparation. Tout repose sur la capacité des négociateurs à examiner attentivement tous les éléments de la situation, à identifier les options et à y réfléchir.

<https://www.diploweb.com/Comment-se-conduisent-les-negociations-diplomatiques-internationales-Entretien-avec-R-Delcorde.html>

La conférence sociale ne doit pas être seulement une grand-messe (Télos, Gilbert Cette)

La rencontre des chefs de partis avec le président de la République, le 30 août, s'est terminée par une annonce de ce dernier de l'organisation prochaine d'une conférence sociale « *sur les carrières et les branches situées sous le salaire minimum* ». On croyait ces grandes messes révolues, le président veut leur donner une nouvelle jeunesse. Que peut-on attendre d'une telle initiative, concrètement ?

La négociation salariale est du ressort des partenaires sociaux

Immédiatement après l'annonce du président, des dirigeants de plusieurs partis de la NUPES ont appelé à décider « *d'indexer les salaires sur l'inflation* ». Un tel appel est étonnant : la négociation salariale est du ressort des partenaires sociaux. Elle constitue même l'un des domaines phares de la négociation collective.

Dans une très grande majorité de pays démocratiques avancés, les partenaires sociaux auraient fortement réagi à cet appel à une indexation automatique des salaires, en signalant qu'une telle indexation affaiblirait le dialogue social en réduisant son champ. L'étonnement grandit donc encore quand certains syndicats de salariés relaient cet appel.

Les syndicats ont montré une réelle capacité de mobilisation au moment du conflit contre la réforme des retraites, alors même que cette réforme était en débat parlementaire et donc logiquement davantage du ressort des partis. Dans d'autres pays démocratiques et avancés, comme l'Allemagne, les syndicats s'exposeraient à des poursuites et des risques financiers en s'opposant de façon conflictuelle à une réforme nationale discutée au Parlement. La négociation salariale dans les branches et les entreprises est, à l'inverse, indiscutablement de la responsabilité des partenaires sociaux et donc des syndicats de salariés.

<https://www.telos-eu.com/fr/la-conference-sociale-ne-doit-pas-etre-seulement-u.html>

Parus au journal officiel :

Décret n° 2023-883 du 18 septembre 2023 portant annulation de crédits

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048088698>

Arrêté du 7 septembre 2023 relatif à la formation spécifique et à l'examen certifiant l'aptitude à exercer les missions d'assistant d'enquête

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048074209>

Décret n° 2023-889 du 20 septembre 2023 relatif à diverses mesures de reconnaissance applicables aux militaires et aux volontaires de la réserve citoyenne de défense et de sécurité

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048095485>